Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1216

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Cette volupté d'être perdants

Simple cotisant, j'ai le droit de dire que la politique des caciques de la gauche ne me convient pas. Ces derniers n'ont jamais été très forts en stratégie et, de comités en congrès, de référendum en initiative, font preuve d'un singulier manque d'endurance. Mais récemment on a exagéré dans la superficialité et la spontanéité des propos.

BEAT KAPPELER
Economiste et journaliste indépendant

Prenons le 1er mai de cette année. On savait la gauche politique et la gauche syndicale divisées par le référendum sur l'âge de la retraite AVS. Mais en faire le thème principal de cette journée d'action, exhiber au grand public (vu le nombre des manifestants, c'est peut-être un grand mot) les divisions, et faire douter les militants de la ligne à suivre, c'est une chose qu'aucun publicitaire ne conseillerait. On ne semble pas avoir réfléchi un seul instant et on ne semble pas avoir concerté pendant une minute les interventions, les thèmes, les appels.

Girouette

Continuons notre étonnement en perspective de la votation du 25 juin. Les responsables socialistes et syndicaux de l'initiative qui demande un changement de cap important du deuxième pilier en faveur de l'AVS avouent n'y consacrer plus beaucoup de temps ni d'argent.

Or on sait que le lancement de cette initiative, il y a quelques années, avait disloqué les concepts de pas mal de responsables de l'époque. Ils ne voulaient pas de cette initiative, mais ils finirent par s'en accommoder. Mais comme souvent dans ce mouvement, les gagnants d'un jour abandonnent leur course l'autre jour, ils disparaissent, ils trouvent autre chose. Cette fois, ils se concentrent sur le non à la révision de l'AVS, ils veulent la table rase, et ils abandonnent leur propre projet de réforme de longue haleine. D'ailleurs ce n'est pas dommage, car cette initiative a plusieurs défauts – coûts publics, démographie, perte des contributions patronales pour davantage encore de bas salaires. Mais passons, c'est l'incohérence stratégique qui énerve et qui aura un coût politique élevé. Pourquoi prendre au sérieux des gens qui abandonnent leurs projets comme un nouveau-né à l'orphelinat?

Tout va très bien...

Retenons ensuite l'attitude de la gauche envers les réformes du secteur public. Quel entêtement à dire que tout va très bien, Madame la Marquise, au vu des déficits, de l'enflure des effectifs sur les 15 dernières années, de certains privilèges défendus bec et ongles. Le militant se fait dire que la défense de lui-même passe par le refus d'un secteur public plus rationalisé, moins coûteux, plus orienté vers les services et les clients. Car si les méchants réformateurs avaient gain de cause, ils s'attaqueraient aux salaires des petits gens. Or ces salaires sont très souvent plus bas que pour les fonctionnaires ou instituteurs, empreints de plus de précarité, et il faut se montrer flexible pour les gagner. Les ténors de la gauche dans les services publics croient-ils vraiment que les gens sont impressionnés?

Un non-choix

Comme la réforme de ce secteur public, devenu extrêmement lourd, constituera un des enjeux majeurs de l'avenir des places de travail en Suisse et comme elle met en discussion ouverte et permanente les principes même de notre vie publique et privée, le choix de s'opposer à une réforme de fond en comble, de ne pas proposer d'idées novatrices, est un choix «stratégique» ... qui conduit à la marginalisation. Pour cacher cet enjeu, on entre dans ces combats d'arrière-garde, d'accusations faciles, de tactique tordue en ce qui concerne l'attitude des adhérents autres que fonctionnaires.

Je pense que ce petit jeu de tactique instantanée ne peut que subir des défaites répétées, il s'aliène le peuple et il démotive les quelques militants qui restent. Mais on va les prier de bouger pour faire signer la prochaine initiative, le prochain référendum, dans le désordre le plus complet. Leurs leaders sont loin du calme déterminé d'un Lionel Jospin, de la clarté rassurante d'un Tony Blair. Auraient-ils abandonné l'idée de gagner? Le vieil adage est-il exact que certaines gens de gauche ne veulent pas le pouvoir, mais qu'ils veulent avoir raison? ■

●●●

femmes que les hommes. Il n'y a donc aucune raison qu'il y ait davantage de femmes au pouvoir. Les féministes aiment à penser qu'une présence accrue des femmes dans les instances de pouvoir ne se justifie que si la politique en est modifiée, donc qu'elles sont différentes. Le sont-elles? La politique n'a guère changé de visage depuis que les femmes ont le droit de vote et d'éligibilité.

Mais au fond, pourquoi se poser ces questions que jamais les hommes ne se posent? Il est vrai que les femmes ne défendent pas toujours nos aspirations. D'autres, modestement, répugnent à arriver au pouvoir à cause de leur sexe plutôt que grâce à leurs qualités. Pourtant, mieux vaut réussir en politique en tant que femme plutôt que pas du tout.

Si elles tiennent à la différence, c'est un projet politique que les féministes doivent présenter aux citoyens. Avec les moyens dont elles disposent, même si ces moyens s'appellent quotas. ■ Sylviane Klein